



**République du Cameroun**  
*Paix – Travail – Patrie*



**Programme des Nations Unies  
pour le Développement**

### **Titre du Projet Pilote:**

## **Projet Pilote d'appui au Développement local durable dans une zone frontalière au Cameroun**

### **BREVE DESCRIPTION**

Ce projet pilote vise la promotion du développement durable au Cameroun à travers le renforcement des capacités nationales, régionales et locales orientées vers un développement local intégré. Il permet de documenter les processus de développement des politiques publiques en zone frontalière. Il prend en compte les aspects juridiques et institutionnels ainsi que les opportunités d'amélioration de la coordination des actions et des interventions des acteurs impliqués. Il contribue à l'accroissement des capacités à divers niveaux pour définir une approche de développement local à long terme intégrant la gestion des crises de façon globale.

L'objectif spécifique du projet est de renforcer les capacités des autorités nationales, régionales et locales ainsi que des populations en vue d'une meilleure intégration des questions relatives à la gestion des flux migratoires, à la lutte contre la pauvreté, à la gestion efficace des ressources naturelles, à la gestion des conflits, à la réduction des risques de catastrophe dans les zones frontalières. Il s'agit de définir les éléments d'une approche d'aménagement du territoire en fonction des spécificités socio-économiques, géographiques et environnementales, et de fournir un encadrement renforcé qui aide au développement des cibles et des indicateurs locaux, permettant l'atteinte des OMD et l'amélioration de l'indice de développement humain. Les principales composantes du projet sont : a) L'amélioration des capacités des administrations locales et des acteurs en vue d'un développement local intégré; b) la consolidation de la cohésion sociale et communautaire à travers des projets fédérateurs dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la réduction des risques de catastrophe, la gestion durable des ressources naturelles, l'emploi, la génération de revenus, les infrastructures, l'énergie et la radio communautaire en partenariat avec les Institutions financières internationales et d'autres agences du SNU; c) la formulation d'un programme national d'appui aux zones frontalières.

Le présent projet pilote est mis en œuvre selon la modalité DIM (Direct Implementation) pour une durée d'un an (Décembre 2009 – Novembre 2010). Il est élaboré dans le cadre d'un programme pluriannuel conjoint Gouvernement-Nations Unies visant à promouvoir le développement local durable au Cameroun. Le programme qui sera élaboré par le projet sera mis en œuvre selon la modalité NEX (National Exécution). Les partenaires du projet sont au départ : MINEPAT, MINATD, SED et l'Equipe de Pays des Nations Unies. Ce projet pilote est entièrement financé par le PNUD pour un budget total de 597.900 dollars US.

## **SOMMAIRE**

<b>Résumé du projet</b>	<b>3</b>
<b>I - Analyse de la situation</b>	<b>4</b>
<b>II- Stratégie</b>	<b>6</b>
<b>III- Arrangements de Gestion</b>	<b>9</b>
<b>IV- Suivi et Evaluation</b>	<b>9</b>
<b>V- Cadre juridique</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXES</b>	
<b>Annexe 1: Cadre des Résultats et des Ressources</b>	<b>11</b>
<b>Annexe 2: Budget</b>	<b>13</b>
<b>Annexe 3: Termes de Référence du Conseiller du Programme</b>	
<b>16</b>	
<b>Annexe 4 : Termes de Référence du Consultant National du Programme</b>	<b>19</b>

## RESUME DU PROJET

**Pays: Cameroun**

### Résultat(s) UNDAF :

- Appui au développement durable (Résultat I)
- Prévention et Gestion des crises (Résultat IV)

### Résultat CPAP :

- Renforcement des capacités nationales en matière de réduction de la pauvreté visant l'atteinte des OMD (Résultat 1.1)
- Renforcement des capacités en matière de gouvernance (Résultat 1.2)
- Renforcement des capacités nationales en matière de prévention et d'atténuation des crises / catastrophes naturelles et humaines (Résultat 1.3)

**Principal partenaire à la mise en œuvre : MINEPAT**

**Autres partenaires potentiels :** Collectivités Territoriales, Société Civile, agences des Nations Unies

<b>Durée du Projet:</b> Octobre 2009 - Septembre 2010	<b>Budget total:</b> 597.900 \$
<b>Titre du projet :</b> Renforcement des capacités pour le Développement local durable au Cameroun	<u>Sources de financement</u>
<b>ID du Projet:</b> 00063632	PNUD TRAC 1: 40.000\$
<b>Modalité de Gestion:</b> Modalité d'Exécution Directe (DIM)	PNUD TRAC 3: 557.900\$

### Signatures:

**Pour le Gouvernement:**



S. E. Louis Paul Motaze  
Ministre, MINEPAT

Date : 2-3-DEC-2009

**Pour le PNUD:**



Thierry Mertens - Représentant Résident, PNUD

Date: 29/01/2010

## I - Analyse de la Situation

Le Cameroun définit actuellement sa trajectoire de croissance à long terme à travers la Vision 2035 et l'élaboration de sa stratégie à moyen terme par le biais du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). La Vision 2035 est un document ambitieux qui met en exergue l'intention du pays d'atteindre le statut de nation émergente, sur la base des principes de la croissance économique et de la cohésion nationale. Le DSCE en tant qu'instrument à moyen terme, définit la stratégie et les modalités de sa mise en œuvre. Il définit également les priorités et aligne les ressources permettant d'honorer cet agenda à long terme.

Cependant, tel qu'on a pu le constater à travers la récente crise financière internationale, dans un contexte de mondialisation, la croissance économique d'une nation, même lorsqu'elle est basée sur des plans bien conçus et une mise en œuvre efficace de ceux-ci, demeure étroitement liée aux aléas tant externes qu'internes. Au plan interne, le développement, lorsqu'il n'anticipe pas l'impact des influences extérieures, lorsqu'il ne répond pas aux causes structurelles de la pauvreté et de l'inégalité, peut avoir des conséquences néfastes et anéantir des années d'investissement. Par ailleurs, le bien-être d'une société et le rendement de sa population ne sont pas uniquement liés aux opportunités socioéconomiques, mais également aux conditions d'amélioration de la cohésion sociale et de la sécurité humaine<sup>1</sup> qui réduisent sa vulnérabilité globale (fût-elle liée aux catastrophes ou aux conditions naturelles ou provoquées par l'homme). Par conséquent, il est important de promouvoir une approche intégrée de renforcement des capacités des autorités nationales, régionales et locales ainsi que des populations en vue d'une meilleure intégration des questions relatives à la gestion des flux migratoires, à la lutte contre la pauvreté, à la gestion efficace des ressources naturelles, à la gestion des conflits, à la réduction des risques de catastrophe dans les zones frontalières.

Il s'agit dans ce contexte de renforcer la résistance de la société au niveau local afin de promouvoir une réponse efficace aux crises et un relèvement rapide des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ou encore dues à la mondialisation. Cet objectif lié à la résistance au niveau systémique est fondé sur la compréhension selon laquelle le développement local ne saurait se dérouler de manière isolée, en dehors du contexte politique national élargi. Il reconnaît que l'atteinte d'objectifs de développement nationaux à l'instar du DSCE et des OMD n'est possible qu'à travers la cohérence des actions au niveau central, meso et local. Par ailleurs, pour que ce développement local soit pertinent, il est nécessaire de lui appliquer une approche qui est adaptée aux conditions géo-spatiales qui puisse orienter le potentiel local notamment au niveau communautaire et recueillir les avantages comparatifs locaux. Une telle approche, une fois qu'elle est définie au cours de la phase pilote au niveau local, est intégrée dans les processus et les plans de développement national, dans un cadre réglementaire et législatif approprié et dans les réformes nationales en matière de décentralisation et de gouvernance. Cette approche souligne ainsi l'idée selon laquelle le développement local inclusif ne peut avoir lieu qu'à travers des actions directes pour renforcer les capacités des acteurs locaux, notamment les collectivités locales, le secteur privé et la société civile, à assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités.

De manière générale, Les questions liées aux risques au niveau national concernent les catastrophes naturelles, les manifestations croissantes des changements climatiques, la dégradation de l'environnement, l'insécurité alimentaire, les risques liés à l'instabilité de certains pays voisins et les

---

<sup>1</sup> Le RDH 2004 du PNUD donne une définition générale de ce terme conceptuel en mettant l'accent sur "l'affranchissement de la peur" et "l'affranchissement de la misère". De manière spécifique, le RDH répartit la menace à la sécurité nationale et globale en sept grands domaines : sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire et politique.

pressions exercées sur l'extraction des ressources naturelles qui ont un impact sur l'intégrité de l'écosystème et partant, sur les conditions de vie des communautés défavorisées. Des exemples spécifiques de ces questions qui se posent au niveau national se rapportent à la faune et aux ressources forestières, à l'exploitation des minerais dans la région de l'Est et du Sud, à l'exploitation pétrolière et aux ressources halieutiques dans la région du Sud-Ouest et la frontière avec le Nigeria, la sécheresse envahissante et la désertification dans le Nord et l'Extrême-Nord.

Sur le plan de la Sous-région, l'instabilité et les troubles enregistrés dans certains pays voisins posent des défis au développement à long terme du Cameroun. Cette instabilité engendre des mouvements importants de population au travers des frontières et une augmentation des conflits et de l'instabilité sociale, ce qui a des conséquences sur la sécurité des populations locales et contribue à accroître la pression sur les ressources naturelles et l'insécurité alimentaire.

A cet égard, le long de la frontière orientale avec la République Centrafricaine (RCA) et septentrionale avec le Tchad, il est nécessaire de répondre à la vulnérabilité locale en termes de gouvernance et de sécurité civile en raison des troubles qui ont lieu au niveau des frontières et des flux de réfugiés y relatifs. Même si le Cameroun a assumé son rôle de pays d'accueil, les politiques d'aide strictement ciblées vers les populations de réfugiés finissent par créer des situations de déséquilibre avec les populations locales, génératrices de tensions et de conflits. Ceci souligne le bien-fondé d'une approche le long des frontières, envisagée sous l'angle du développement local durable à long terme et dotée d'un cycle de réduction des risques incluant des mécanismes de prévention, de préparation, d'intervention et d'atténuation de ces risques. Ce cycle complet nécessite d'être orienté vers les populations de telle sorte que les communautés vulnérables soient habilitées à renforcer leur résistance et leur résilience. En outre, il exige une bonne culture de coordination, une communication effective et un accès à des données fiables à divers niveaux (central et local) qui seront segmentées et permettront d'analyser les tendances, d'identifier la vulnérabilité et de faire des prévisions de menaces potentielles à l'environnement ou à la stabilité et d'en assurer le suivi. L'appui à cette région exige des synergies croissantes avec le Programme Alimentaire Mondial, le HCR et l'UNICEF.

Les résultats d'un tel projet pilote, du point de vue de la documentation des processus et des approches d'aménagement du territoire et des entreprises humaines pour favoriser le développement local durable et stabiliser les populations en leur offrant des opportunités locales, pourront être utilisés dans d'autres zones frontalières. Par exemple, les approches de développement local et le renforcement des capacités de résilience développées le long de la façade Est du pays pourront éventuellement servir dans d'autres zones, comme la péninsule de Bakassi, dans la région du Sud-Ouest.

## II - Stratégie

Compte tenu de cette toile de fond, l'objectif du projet pilote est d'explorer les points d'entrée d'une intervention programmatique complète pour une approche du développement local durable dans les zones frontalières à travers la définition d'une approche d'aménagement du territoire en fonction des spécificités socio-économiques, géographiques et environnementales et de fournir un encadrement renforcé qui aide au développement des cibles et des indicateurs locaux, permettant l'atteinte des OMD et l'amélioration de l'indice de développement humain. A cet égard, les réalisations attendues à la fin du projet consistent en la mise sur pied d'un programme pluriannuel conjoint Gouvernement-Nations Unies en concertation avec les parties prenantes nationales et les partenaires internationaux.

## Justification de l'Appui des Nations Unies au Programme

Les agences des Nations unies sont bien placées pour apporter des contributions tangibles à l'appui aux résultats du gouvernement, en orientant leur expertise technique combinée et en recherchant les opportunités pour l'accroissement des connaissances à travers les réseaux régionaux et mondiaux. En particulier, au niveau du système, le Cadre d'Assistance au Développement des Nations Unies (UNDAF) 2008-2012 constitue le document général conjointement approuvé par l'Equipe Pays des NU et le Gouvernement, et il vise à répondre directement aux priorités du gouvernement. Ses cinq thèmes incluent la gouvernance, la prévention et la gestion des crises, la croissance économique, le développement social et l'environnement.

L'approche commune de Nations Unies à travers ses agences est guidée par des documents du programme de pays approuvés par le gouvernement. Le Document de Programme Pays Cameroun-PNUD (Country Programme Document) et le Plan d'Action de mise en œuvre du Programme de Pays Cameroun – PNUD (Country Programme Action Plan CPAP) 2008-2012 par exemple, portent par exemple sur 3 résultats liés à : a) la pauvreté et les OMD ; b) la gouvernance et c) les moyens d'existence durables et l'environnement d) le renforcement des capacités nationales pour la prévention de crises et catastrophes. Au niveau institutionnel du PNUD à l'échelle mondiale, le Bureau de la Prévention des Crises et du Relèvement (BCPR) constitue une source de conseils, de ressources financières et de connaissances permettant de s'assurer que les pratiques relatives à la réduction des risques sont intégrées dans les activités du PNUD au niveau national.

Par conséquent, en vue d'élaborer une approche complète qui renforce le cadre politique national, conduite à des résultats visibles sur le terrain, encourage le partenariat multi-agences et assure la promotion et l'application des bonnes pratiques, un projet pilote de développement local durable basé sur les zones à travers le choix d'une région frontalière appropriée est proposé. Compte tenu du faible niveau des indicateurs régionaux de développement socioéconomique, de la fragilité des écosystèmes, des questions de migrations, de la disponibilité des ressources naturelles, des opportunités de collaboration frontalière, la région de l'Est pourrait constituer un point d'entrée. En outre, certaines agences du système telles que le PAM, le HCR, l'UNFPA, l'UNICEF, l'UNESCO, mènent déjà des activités dans certaines zones frontalières de cette région. Celles-ci nécessitent d'être complétées pour une approche de développement local globale et d'être coordonnées afin d'impacter durablement sur les différentes cibles identifiées.

### Objectif du projet pilote

Le principal objectif de ce projet pilote est de définir les approches adaptées d'aménagement du territoire et d'organisation de l'activité humaine dans une zone frontalière afin de promouvoir le développement local durable au Cameroun. Ces approches, une fois documentées doivent mener à la formulation d'un programme conjoint des Nations-Unies et du Gouvernement (en mode NIM) dans une ou plusieurs zones frontières du Cameroun.

Les composantes suivantes sont envisagées (Voir tableau en annexe 1) pour ce qui est de l'engagement du PNUD pour le projet pilote et / ou d'autres agences des Nations Unies intéressées:

1. L'amélioration des capacités de l'administration locale visant un développement local intégré ;
2. la consolidation de la cohésion sociale et communautaire à travers des projets fédérateurs dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la réduction des risques de catastrophe, la gestion durables des ressources naturelles, l'emploi, la génération de revenus, les

infrastructures, l'énergie et la radio communautaire en partenariat avec les Institutions financières internationales et d'autres agences du SNU;

3. la formulation d'un programme national d'appui aux zones frontalières.

Le tableau en Annexe 1 présente plus de détail sur les composantes, les résultats, les ressources et les partenaires à impliquer.

### **Réalisations attendues**

A la fin de la période du projet, les principales réalisations attendues sont l'élaboration d'un document de programme pluriannuel conjoint Gouvernement-Nations Unies pour la promotion du développement local durable et la mise en place d'accords de partenariat nécessaires pour le programme conjoint ainsi que la mobilisation des ressources requises.

### **Couverture Géographique du projet**

Le programme pluriannuel qui doit être mis en place sera un programme national ayant des activités à la base qui devront être menées à travers une approche de développement local dans certaines zones géographiques frontalières. La sélection finale des zones géographiques sera basé sur des critères approuvés par le gouvernement et l'Equipe Pays des Nations Unies (UNCT), qui devront répondre aux priorités du gouvernement, encourager le partenariat et la coordination, assurer une valeur ajoutée aux engagements et programmes opérationnelles des Nations Unies sur le terrain. Le présent projet est mis en œuvre dans la région de l'Est et s'exécutera dans les départements du Lom et Djerem et de la Kadeï. Il concerne certaines communes situées le long de la frontière avec la République Centrafricaine. Il permet de promouvoir et de consolider la paix sociale, de bâtir la cohésion communautaire, de lutter contre la pauvreté et de rechercher de façon globale dans ces zones l'atteinte des OMD. Il permet d'avoir un potentiel de démonstration en vue de résultats devant faciliter la réplification notamment en ce qui concerne la mobilisation des ressources. Il contribue à l'expérimentation de la coopération multi-agence en zone frontalière.

### **Stratégie des partenariats**

Les partenariats suivants seront établis à divers niveaux :

- Au niveau central, les principaux partenaires sont le MINEPAT (en raison de son mandat global lié à la coordination de l'élaboration et de la planification des stratégies nationales) et le MINATD (en charge des questions de développement local). Entre autres partenaires importants l'on peut citer les ministères compétents impliqués dans la sécurité publique, les travaux publics, l'environnement et forêt, l'élevage, l'agriculture, les mines, ainsi que certains acteurs de la société civile intervenant dans ces domaines et ayant une dimension nationale.
- Au niveau des régions, les principaux partenaires à la mise en œuvre seront les responsables des administrations déconcentrées au niveau régional ainsi que certains acteurs de la société civile intervenant dans ces domaines et ayant une dimension régionale.
- Au niveau local, les communes cibles, les dirigeants et groupes communautaires, les associations féminines, la société civile, les ONG vont constituer des partenaires directs en matière de formulation, de planification, de mise en œuvre et de suivi des activités du projet.

### III - Arrangements de Gestion

Le projet pilote s'exécute sur un an, et l'une des principales réalisations attendues est l'élaboration et l'approbation d'un document de projet pour le Cameroun, visant le développement durable à travers une approche de développement local dans certaines zones frontalières du pays. Par conséquent, étant donné qu'il s'agit ici de la phase d'élaboration du programme, le projet sera mis en œuvre suivant la Modalité d'Exécution Directe (DIM).

Un Comité de Pilotage constitué du MINEPAT, MINTATD, du SED, du PNUD et de certains représentants des agences des Nations Unies sera mis sur pied lors du démarrage du projet afin de donner une orientation programmatique stratégique et d'assurer la supervision du projet. Ce Comité de Pilotage sera co-présidé par le RR/RC et le MINEPAT. Les réunions du comité de pilotage se tiendront trois fois l'an aux fins de s'accorder sur le plan de travail, d'évaluer les progrès accomplis, d'approuver les résultats du projet et d'assurer une orientation appropriée.

En ce qui concerne sa gestion quotidienne, le projet sera géré par un Conseiller du Programme, placé sous la supervision technique et managériale du PNUD, assisté d'un Consultant national (voir TDR en Annexe 3 et 4).

### IV - Analyse des risques

L'objectif principal du projet pilote est de définir les approches adaptées d'aménagement du territoire et d'organisation de l'activité humaine dans une zone frontalière afin de promouvoir le développement local durable au Cameroun. Dans ce contexte les risques suivants sont à prendre en compte dans la conduite de ce projet :

- l'indifférence des populations et des acteurs impliqués ;
- l'environnement socio-économique défavorable ;
- l'enclavement et les infrastructures peu performantes dans les zones identifiées ;
- l'absence de moyens ;
- la non opérationnalisation de l'approche commune des Nations Unies ;

Les mesures pouvant contribuer à une réduction maximum des risques sont les suivantes :

- Coordination efficace de l'action en vue d'un partenariat multi-agence en zone frontalière ;
- Des efforts conséquents en vue d'une meilleure implication de toutes les parties prenantes ainsi que de la société civile dans l'optique de susciter l'adhésion effective au projet ;
- Approche participative au niveau communautaire et plaidoyer au niveau politique pour gérer les risques de dégradation de l'environnement socio-économique ;
- Des efforts conséquents en vue de la mise à disposition des moyens adéquats pour l'exécution du projet.

### V - Suivi et Evaluation

**Rapports d'activités trimestriels :** Le projet doit présenter des rapports d'activités trimestriels assortis d'informations financières détaillées. Ces rapports seront examinés par le Bureau de Pays du PNUD avant leur finalisation et présentés aux membres du Comité de Pilotage et au Bureau de Prévention et de Relèvement des Crises (BCPR).

**Rapport d'activités annuel:** un rapport d'activités annuel sera dressé à la fin de chaque année civile (2009-). Pour la dernière année de mise en œuvre du projet en 2010, un rapport final sera présenté (voir ci-dessous).

**Rapport final:** A la fin du projet, un rapport final sera présenté suivant le modèle standard du PNUD. En cas d'évaluation externe, les résultats de celle-ci peuvent être intégrés dans ce rapport final.

**Audit:** Le projet sera soumis aux exigences standard du PNUD en matière d'audit.

**Suivi:** Le suivi sera fait selon une approche basée sur les résultats et les actions de suivi feront partie intégrante du plan de travail. Le plan de suivi devra inclure des rencontres entre la partie gouvernementale et les partenaires des Nations Unies, notamment les visites de terrain. Les rapports de mission et autres outils de gestion devront enrichir les rapports trimestriels et annuels.

## VI - Cadre juridique

Le présent descriptif de projet doit constituer le texte auquel il est fait référence dans a) l'Accord de Base (Standard Technical Assistance Agreement STAA) signé entre le gouvernement du Cameroun et le PNUD le 25 octobre 1991 et b) le Plan d'Action pour la mise en œuvre des Programmes de Pays (CPAP) 2008-2012. L'agence de mise en œuvre du pays hôte, se réfère dans l'accord de base à l'agence gouvernementale désignée dans l'Accord.

Annexe1



<p>3- Formulation d'un programme national d'appui aux zones frontalières.</p>	<p>-Cadre multilatéral de discussion et d'échange mis en place et fonctionnel ; -Programme d'appui aux zones frontalières formulé et adopté.</p>	<p>-organisation de réunions d'échanges, de partage des connaissances, etc. -organisation de l'appui aux réunions transfrontalières des Equipes de Pays des Nations Unies et des parties prenantes gouvernementales -formulation du programme national d'appui aux zones frontalières.</p>	<p>1. au moins quatre réunions organisées ; 2. rapports de réunions disponibles Programme d'appui aux zones frontalières disponible.</p>	<p>Gouvernement du Cameroun, Equipe des Agences des nations unies basées au Cameroun.</p>
---	--	--	--	---

## Annexe 2: Budget du projet

TOTAL COST : 597 900 US\$

Project Title : Strengthening Capacities for Sustainable Local Development in Cameroon: The Case for Eastern Border Area

COMPOSANTES	ACTIVITIES	Funding		DESCRIPTION	AMOUNT	Coût par année	
		Fund Code	Donor			2009	2010
1. Enhanced capacity of local administration for integrated local development	1.1 Capacity needs assessment of local government counterparts in mainstreaming good governance, conflict management risk reduction approaches in local development	0 4160	BCPR	71200 International consultancy	10000	5000	5000
		0 0012	UNDP/CO	71400 Contractual Services-Individual	5000	2000	3000
		0 0012	UNDP/CO	71600 Travel	5000	2000	3000
				<b>SUB TOTAL 1.1</b>	<b>20 000</b>	<b>9 000</b>	<b>11 000</b>
	1.2 Design and implementation of a capacity development plan for local government counterparts	0 0012	UNDP CO	71200 International consultant	10 000	0	10 000
		0 0012	UNDP/CO	71400 Contractual Services-Company	15 000	3 000	12 000
		0 0012	UNDP/CO	71600 Travel	18 000	3 000	15 000
		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	2 000	500	1 500
				<b>SUB TOTAL 1.2</b>	<b>45 000</b>	<b>6 500</b>	<b>38 500</b>
	1.3 Support the setting up a public private partnership for natural resources management and identifying partners in strategic domains	0 0012	UNDP/CO	71400 Contractual Services-Company	7 000	2000	5000
		0 4160	BCPR	71400 Contractual Services-Individual	3 000	0	3000
		0 4160	BCPR	71600 Travel	4000	1000	3000
		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	1000	500	500
				<b>SUB TOTAL 1.3</b>	<b>15 000</b>	<b>3500</b>	<b>11 500</b>
	1.4 Two joint missions for the support to programme design	0 4160	BCPR	71600 Travel	23 000	10 000	13 000
		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	2 000	1 000	1 000
				<b>SUB TOTAL 1.4</b>	<b>25 000</b>	<b>11 000</b>	<b>14 000</b>
			<b>TOTAL 1</b>	<b>105 000</b>	<b>30 000</b>	<b>75 000</b>	
2. Consolidate community and social cohesion through structuring projects in key targeted	2.1 Building partnership at the local level for the design and implementation of projects selected in key domains (poverty alleviation, conflict resolution, sustainable management of natural resources, infrastructures, power, community radios)	0 0012	UNDP/CO	71400 Contractual Services-Company	5 000	2 000	3 000
		0 4160	BCPR	71400 Contractual Services-Individual	3 000	1 500	1 500
		0 4160	BCPR	71600 Travel	11 000	3 000	8 000
		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	1000	200	800
				<b>SUB TOTAL 2.1</b>	<b>20 000</b>	<b>6 700</b>	<b>13 300</b>
2.2 Designing of projects selected	0 4160	BCPR	71300 International Consultant	15000	6 500	8 500	

12

DESRIPTIF DU PROJET: Projet Pilote d'appui au Développement local durable dans une zone frontalière au Cameroun

	in key domains such as poverty alleviation, conflict resolution, sustainable management of natural resources, infrastructures, power and community radios	0 4160	BCPR	71600 Travel	14000	4 000	10 000		
		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	1000	200	800		
					<i>SUB TOTAL 2.2</i>	<b>30 000</b>	<b>10 700</b>	<b>19 300</b>	
		0 4160	BCPR	71400 Contractual Services-Individual	10000	5000	5000		
		0 4160	BCPR	72200 Equipment and furniture	40 000	0	40 000		
		0 4160	BCPR	71600 Travel	10 000	5 000	5 000		
					<i>SUB TOTAL 2.3</i>	<b>60 000</b>	<b>10 000</b>	<b>50 000</b>	
					<b>TOTAL 2</b>	<b>110 000</b>	<b>27 400</b>	<b>82 600</b>	
		3. Design a national programme for the support to boundary areas	3.1 Participatory consultations of national and local stakeholders and beneficiaries of the programme	0 4160	BCPR	71300 Local consultant	3000	0	3000
				0 4160	BCPR	71600 Travel	2000	0	2000
0 4160	BCPR			72200 Equipment and furniture	3 000	0	3 000		
0 4160	BCPR			74500 Miscellaneous Expenses	2 000	0	2 000		
			<i>SUB TOTAL 3.1</i>	<b>10 000</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>			
3.2 Programme evaluation and planning	0 4160		BCPR	71400 Contractual Services-Individual	0	0	0		
	0 4160		BCPR	71600 Travel	10000	2000	8000		
	0 4160		BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	1000	500	500		
			<i>SUB TOTAL 3.2</i>	<b>11000</b>	<b>2500</b>	<b>8500</b>			
3.3 Programme endorsement and resource mobilization	0 4160		BCPR	71600 Travel	8000	3000	5000		
	0 4160		BCPR	72200 Equipment and furniture	0	0	0		
	0 4160		BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	1000	500	500		
			<i>SUB TOTAL 3.3</i>	<b>9000</b>	<b>3500</b>	<b>5500</b>			
			<b>TOTAL 3</b>	<b>30 000</b>	<b>6 000</b>	<b>24 000</b>			
4. Project management	4.1 Recruitment of an International project Advisor		0 4190	BCPR	61300 Advisor's salary	240,000	90,000	150,000	
					<i>SUB TOTAL 4.1</i>	<b>240 000</b>	<b>90 000</b>	<b>150 000</b>	
	4.2 Recruitment of a National consultant	0 4160	BCPR	71400 Contractual Services Individual National consultant	34 000	16000	18000		
					<i>SUB TOTAL 4.2</i>	<b>34 000</b>	<b>16000</b>	<b>18000</b>	
	4.3 Recruitment of local supporting staff	0 4160	BCPR	71400 Contractual Services Individual (driver)	11 000	4000	7000		
		0 4160	BCPR	71400 Contractual Services (Programme Assistant)	21000	8000	13000		
		0 4160	BCPR	72200 Equipment and furniture	10 000	7000	3000		

		0 4160	BCPR	74500 Miscellaneous Expenses	2000	1000	1000
				<i>SUB TOTAL 4.3</i>	<b>44 000</b>	<b>20 000</b>	<b>24 000</b>
		0 4160	BCPR	71400 Contractual Services-Company	0	0	0
		0 4160	BCPR	72100 Communication	10000	3000	7000
		0 4160	BCPR	72500 Supply	0	0	0
		0 0012	UNDP CO	72200 Vehicle	23 900	20 000	3900
		0 4160	4000	74500 Miscellaneous Expenses	1000	500	500
				<i>SUB TOTAL 4.4</i>	<b>34 900</b>	<b>23 500</b>	<b>11 400</b>
				<b>TOTAL 4</b>	<b>352 900</b>	<b>149 500</b>	<b>203 400</b>
				<b>TOTAL</b>	<b>597 900</b>	<b>212 900</b>	<b>385 000</b>

### Annexe 3 : Termes de Référence pour le Conseiller au Programme

#### Déclaration de mission du PNUD:

Le PNUD est le réseau mondial de développement mis en place par les Nations Unies. Cet organisme milite en faveur du changement et de la connexion des pays en vue d'assurer le partage des connaissances, d'expériences et de ressources dans le but d'aider les peuples à améliorer leurs conditions de vie. Le PNUD se déploie dans 166 pays et travaille en concertation avec les parties prenantes nationales sur leurs propres solutions aux questions de développement global et national.

#### Cadre de travail:

En vue d'apporter son appui au gouvernement camerounais dans la promotion d'un développement durable à travers le renforcement des capacités visant le développement local dans les zones frontalières (avec comme points d'entrée la façade de la Région de l'Est). Au cours de la mise en œuvre de ce projet pilote, le PNUD s'attèlera à élaborer, de concert avec d'autres partenaires intéressés des NU, un programme complet intitulé Programme national d'appui aux zones frontalières au Cameroun. Ce programme vise à promouvoir une approche complète du développement local dans le pays avec des opérations dans certaines zones frontalières en vue d'accroître la résilience des communautés, notamment à travers l'intégration de la réduction des risques et la culture de la planification dans l'élaboration des stratégies aux niveaux national et local.

Dans ce contexte, le Conseiller devra fournir des conseils de politique et une assistance technique substantive au gouvernement, au PNUD et aux NU sur des approches intégrées de planification et de programmation centrées sur les populations. Il (elle) devra contribuer à l'élaboration et à la finalisation d'un programme intégré conjoint NU-Gouvernement, établir des partenariats et appuyer les efforts liés à la mobilisation des ressources, en même temps qu'il devra assurer la supervision de la mise en œuvre effective du programme à travers le suivi managérial et l'appui technique. Il (elle) devra faire valoir et partager les produits de connaissance, les modalités d'intégration de la cohésion sociale et les approches de réduction de risques. Il (elle) devra assurer le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux central et local, y compris à travers des interventions effectives qui habilite directement les communautés, renforcent la cohésion sociale au niveau local et élargissent leur espace socioéconomique.

#### Fonctions / Principaux résultats attendus:

Sous la supervision directe du RR/RC, en étroite collaboration avec le RRA et le Conseiller économique, le titulaire du poste devra accomplir les tâches spécifiques suivantes:

##### 1. Elaboration des politiques et des stratégies

- Mise en place d'un cadre stratégique (vision, principes directeurs et stratégies) de l'assistance coordonnée des NU prenant en compte la mise en place d'initiatives intégrées en matière de réduction des risques dans les processus de développement local.
- Assurer des conseils de qualité en matière de développement au RR/RC, dans le cadre d'un dialogue politique avec le gouvernement hôte, le système des NU et d'autres partenaires stratégiques.
- Assurer une approche programmatique améliorée "axée sur les populations" du PNUD en ce qui concerne l'appui à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et du développement durable au sein du pays.
- A travers l'analyse des questions de développement en termes d'opportunités et de contraintes, contribuer à l'élaboration et l'adoption de la Spécification du programme. A cet égard, coordonner et conduire des évaluations conjointes et des missions de préparation à la

formulation, et impliquer de manière intensive les parties prenantes locales sur le terrain.

## **2. Gestion du programme basée sur les résultats**

- Assurer de la mise en œuvre d'une gestion axée sur les résultats de telle sorte que les cibles du programme soient atteintes et ses résultats réalisés. A cet égard, assurer une planification annuelle et trimestrielle des activités de manière effective, une supervision financière, l'établissement de rapports et la mise en œuvre des activités de suivi (y compris des missions de suivi sur le terrain);
- Assurer la coordination programmatique avec d'autres initiatives importantes du PNUD /NU, et d'autres partenaires (donateurs multilatéraux et bilatéraux, partenaires de la société civile) en vue de mener des actions synergiques et d'assurer la qualité des résultats;
- Assurer la supervision des équipes chargées de la mise en œuvre du programme, fournir régulièrement des orientations et prodiguer des conseils au personnel et évaluer ses performances;
- Dresser régulièrement et à temps des rapports financiers détaillés sur les activités du programme.

## **3. Etablissement de partenariats et mobilisation des ressources:**

- Conduire l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources pour le programme, en étroite collaboration avec les partenaires des NU;
- Etablir des partenariats avec le gouvernement, les agences des NU, les institutions financières internationales, les bailleurs de fonds, le secteur privé, la société civile sur la base des objectifs stratégiques du PNUD, des missions des NU et des priorités du pays;
- Maintenir des contacts étroits, et assurer la concertation et le dialogue avec le gouvernement, les NU et les parties prenantes de la société civile ainsi que les experts techniques en vue d'assurer une plus grande harmonisation et une amélioration de la coordination des activités;
- Etablir un partenariat avec le PNUD/UNCT sur les initiatives transfrontalières;
- Analyser et rechercher les intérêts de financement des bailleurs de fonds et préparer des dossiers de fond sur les domaines potentiels de coopération.

## **4. Communication, Plaidoyer et Renforcement des connaissances:**

- Evaluer et diffuser les pratiques optimales et les leçons tirées de la mise en œuvre du programme en vue de renforcer la visibilité et d'orienter en amont l'action du PNUD;
- Apporter de solides contributions aux réseaux de connaissances et aux communautés de pratique, y compris le développement d'outils appropriés pour influencer les politiques publiques et la planification, en étroite collaboration avec les agences des NU;
- Assurer la visibilité du programme à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de communication et du matériel de sensibilisation;
- Maintenir le contact avec le Bureau Afrique et le Bureau de la Prévention des Crises et du Relèvement du PNUD en vue de diffuser les résultats et de partager les connaissances.

Accomplir toute autre tâche requise par le RR/RC.

### **Compétences:**

### **Mandat général du PNUD**

- Servir et promouvoir la vision, les missions, les valeurs et les objectifs stratégiques du PNUD.

### **Connaissances professionnelles et Compétences techniques**

- Solides connaissances et expertise avérée en matière de gouvernance démocratique, approche exhaustive de réduction des risques, promotion de la cohésion sociale et application de celle-ci aux niveaux national et local;
- Connaissances pratiques sur l'élaboration et expérience en gestion d'initiatives intégrées de développement local et en participation et habilitation communautaires;
- Capacité à appliquer, partager et plaider pour les approches exhaustives de réduction des risques (devant inclure la promotion de la cohésion sociale) dans les processus de planification et de mise en œuvre;
- Expérience dans le renforcement des capacités institutionnelles;
- Expérience dans la facilitation des processus impliquant plusieurs parties prenantes aux niveaux national et local;
- Approche stratégique de la résolution des problèmes;
- Capacité avérée à appliquer les bonnes pratiques globales, et à prodiguer des conseils politiques pratiques sur les questions de développement adaptées aux réalités locales, y compris une bonne compréhension des Stratégies Nationales de Développement basées sur les OMD, de la localisation des OMD, des questions de genre et de l'approche basée sur les droits de l'Homme;
- Mise en place de solides compétences de travail en réseau en vue de forger d'excellentes relations de travail avec les principales parties prenantes (hauts responsables, experts techniques, parties prenantes locales et civiles).

### **Qualifications et Expérience, Type et Durée du Contrat:**

- Master (ou diplôme plus élevé) dans l'une ou plusieurs des disciplines suivantes: sciences sociales, développement ou domaine connexe;
- Minimum 10 ans d'expérience acquise progressivement dans une structure nationale ou internationale, dont 7 ans dans le domaine en question;
- Solides compétences d'analyse et de gestion des programmes;
- Expérience dans le plaidoyer politique et en assistance technique en matière de gouvernance (locale), cohésion sociale et réduction des risques;
- Leadership et compétences managériales avérés (y compris la compréhension de la gestion basée sur les résultats, des méthodologies de suivi et d'évaluation);
- Expérience en matière de développement communautaire participatif de préférence en Afrique;
- Expérience dans l'utilisation d'un ordinateur et de logiciels bureautiques;
  
- La durée du contrat est de douze (12) mois à compter de la date de signature du contrat ;
- Le Conseiller au Programme sera recruté sur un contrat de type FTA International (P4).

#### **Langue de travail**

- Français couramment écrit et parlé. La connaissance de l'anglais est un atout.

Les candidatures féminines qualifiées sont encouragées.

### **Annexe 4 : Termes de Référence pour le Consultant National au Programme**

### Déclaration de mission du PNUD:

Le PNUD est le réseau mondial de développement mis en place par les Nations Unies. Cet organisme milite en faveur du changement et de la connexion des pays en vue d'assurer le partage des connaissances, d'expériences et de ressources dans le but d'aider les peuples à améliorer leurs conditions de vie. Le PNUD se déploie dans 166 pays et travaille en concertation avec les parties prenantes nationales sur leurs propres solutions aux questions de développement global et national.

### Cadre de travail:

En vue d'apporter son appui au gouvernement camerounais dans la promotion d'un développement durable à travers le renforcement des capacités visant le développement local dans les zones frontalières (avec comme points d'entrée la façade de la Région de l'Est). Au cours de la mise en œuvre de ce projet pilote, le PNUD s'attèlera à élaborer, de concert avec d'autres partenaires intéressés des NU, un programme complet intitulé Programme national d'appui aux zones frontalières au Cameroun. Ce programme vise à promouvoir une approche complète du développement local dans le pays avec des opérations dans certaines zones frontalières en vue d'accroître la résistance des communautés, notamment à travers l'intégration de la réduction des risques et la culture de la planification dans l'élaboration des stratégies aux niveaux national et local.

Dans ce contexte, le Consultant National devra, sous la supervision directe du Conseiller au Programme, fournir une assistance technique substantive au projet sur des approches intégrées de planification et de programmation centrées sur les populations. Il devra contribuer à l'élaboration et à la finalisation d'un programme intégré conjoint NU-Gouvernement, contribuer à l'établissement des partenariats et appuyer les efforts liés à la mobilisation des ressources, le suivi managérial et l'appui technique du projet. Il devra contribuer au partage des connaissances. Il (elle) devra contribuer au renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux central et local, y compris à travers des interventions effectives qui habilite directement les communautés, renforcent la cohésion sociale au niveau local et élargissent leur espace socioéconomique.

### Fonctions / Principaux résultats attendus:

Sous la supervision directe du Conseiller au Programme, le Consultant National du Programme devra accomplir les tâches spécifiques suivantes:

#### 1. Elaboration des politiques et des stratégies

- Contribuer par des conseils de qualité en matière de développement au niveau national à la compréhension des problématiques nationales et locales dans le cadre d'un dialogue politique avec le gouvernement hôte, le système des NU et d'autres partenaires stratégiques.
- Contribuer à une approche programmatique améliorée "axée sur les populations" du PNUD en ce qui concerne l'appui à la promotion de la paix, de la cohésion sociale et du développement durable au sein du pays.
- contribuer à la conduite des évaluations conjointes et la préparation des missions de terrain.

#### 2. Gestion du programme basée sur les résultats

- contribuer à la mise en œuvre d'une gestion axée sur les résultats de telle sorte que les cibles du programme soient atteintes et ses résultats réalisés. A cet égard, le Consultant national contribuera à la planification annuelle et trimestrielle des activités ;
- Assurer la production des rapports trimestriels, semestriels et annuel ou tout autre rapport requis par le Conseiller au Programme.

#### 3. Etablissement de partenariats et mobilisation des ressources:

- Contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources pour le programme, en étroite collaboration avec les partenaires des NU;

#### **4. Communication, Plaidoyer et Renforcement des connaissances:**

- Apporter des contributions aux réseaux de connaissances et aux communautés de pratique, y compris le développement d'outils appropriés pour influencer les politiques publiques et la planification, en étroite collaboration avec les agences des NU;
- Contribuer à la visibilité du programme à travers l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de communication et du matériel de sensibilisation.

Accomplir toute autre tâche requise par le Conseiller du Programme.

#### **Compétences:**

##### **Connaissances professionnelles et Compétences techniques**

- Solides connaissances et expertise avérée en matière de gouvernance démocratique, notamment : dans le champ de la décentralisation ou du développement rural ;
- Expérience dans le renforcement des capacités institutionnelles;
- Expérience dans la facilitation des processus impliquant plusieurs parties prenantes aux niveaux national et local;
- Capacité dans la résolution des conflits ;
- Capacité à appliquer les bonnes pratiques globales, et à prodiguer des conseils politiques pratiques sur les questions de développement adaptées aux réalités locales, y compris une bonne compréhension des Stratégies Nationales de Développement basées sur les OMD, de la localisation des OMD, des questions de genre et de l'approche basée sur les droits de l'Homme.

#### **Qualifications et Expérience:**

- Master (ou diplôme plus élevé) dans l'une ou plusieurs des disciplines suivantes: sciences sociales, développement ou domaine connexe;
- Minimum 5 ans d'expérience acquise progressivement dans une structure nationale ou internationale dans les domaines en question;
- Expérience en matière de développement communautaire participatif ;
- Expérience dans l'utilisation d'un ordinateur et de logiciels bureautiques;

#### **Poste de travail, durée et niveau de recrutement :**

- Le Consultant National sera basé à Bertoua, avec possibilité de travail dans l'ensemble du pays et à l'étranger ;
- La durée du contrat est de douze (12) mois à compter de la date de signature du contrat ;
- Le Consultant national sera recruté à la catégorie 3 échelon V de la grille des consultants nationaux du PNUD.

#### **Langue de travail**

- Français couramment écrit et parlé. La connaissance de l'anglais est un atout.

Les candidatures féminines qualifiées sont encouragées.